



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MARNE

Direction Départementale
des Territoires

Service Environnement, Eau
Préservation des Ressources
Cellule Procédures Environnementales

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
Plateforme de compostage de déchets verts
à TOURS SUR MARNE
Société MALOISEAUX

le préfet de la région Champagne-Ardenne
préfet de la Marne
officier de la Légion d'honneur
officier de l'ordre national du Mérite

Installations classées
N° 2012-MD-84-IC

VU :

- le Code de l'environnement ;
- la nomenclature des installations classées présentée en annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement,
- l'arrêté ministériel du 21 août 2007 modifiant l'arrêté du 5 septembre 2003 portant mise en application obligatoire de normes, en particulier, la norme NFU 44-051 "amendements organiques - dénominations, spécifications et marquage", version d'avril 2006,
- l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation,
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 97.A.17.IC du 20 février 1997 délivré à la Société Nouvelle de Compostage Champenois, devenue Société MALOISEAUX, pour l'exploitation d'une plateforme de compostage à Tours-sur-Marne,
- la visite d'inspection du 3 mai 2012 constatant le non-respect de dispositions imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation et les arrêtés ministériels pré-cités,
- la réponse de la société MALOISEAUX aux constats établis, reçue le 16 mai 2012,
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 juillet 2012,

CONSIDÉRANT QUE :

- le contrôle qualité du compost ne prend pas en compte les taux d'inertes et d'impuretés tels que définis par la norme NFU 44-051 d'application obligatoire,
- la fréquence des analyses fixée par la norme NFU 44-051 n'est pas respectée,
- le compost n'est pas vendu accompagné de son marquage obligatoire tel que défini par la norme NFU 44-051,
- les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 pré-cité sont applicables aux installations de compostage existantes à la date de sa publication, à partir du 23 avril 2011,
- le cahier des charges ne définit pas la qualité des déchets admissibles contrairement à la prescription de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008,
- l'enregistrement des déchets entrants et du compost sortant ne mentionne pas, respectivement, les codes déchets et la date d'enlèvement des lots, contrairement aux prescriptions des articles 12 et 18 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008,
- le stockage de charpentes de vignes n'est pas pris en compte par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 97.A.17.IC du 20 février 1997,

- aucune demande de modification des conditions d'exploitation n'a été adressée au Préfet, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement,
- lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé.

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Marne,

ARRÊTE :

Article 1er

LA SOCIETE MALOISEAUX, dont le siège social est situé 2 rue de la Neuville à Saint-Brice-Courcelles (51370), est mise en demeure de :

- respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 97.A.17.IC du 20 février 1997 visées à l'article 2 du présent arrêté ;
- respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 visées à l'article 3 du présent arrêté ;
- respecter les dispositions de la norme NFU 44-051, dans sa dernière version, visées à l'article 4 du présent arrêté ;
- régulariser sa situation administrative vis-à-vis de l'activité de stockage de bois.

Article 2

LA SOCIETE MALOISEAUX doit se conformer aux prescriptions des articles de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 97.A.17.IC du 20 février 1997 rappelés ci-dessous :

- Article 4.1.4 pour le contrôle du compost qui respecte la norme NFU 44-051.

Article 3

LA SOCIETE MALOISEAUX doit se conformer aux prescriptions des articles de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 rappelés ci-dessous :

- Article 11 pour l'élaboration d'un cahier des charges qui vise à définir la qualité des déchets admissibles ;
- Article 12 en ce qui concerne l'enregistrement des déchets ou des matières entrantes, en particulier l'enregistrement du code déchet correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- Article 18 pour ce qui est de la tenue à jour d'un registre de sortie mentionnant la date d'enlèvement de chaque lot.

Article 4

LA SOCIETE MALOISEAUX doit se conformer aux dispositions de la norme NFU 44-051 rappelées ci-dessous :

- Point 5.3 pour ce qui est du suivi des taux d'inertes et d'impuretés (films, plastiques, métaux) ;
- Point 6 en ce qui concerne le marquage réglementaire du compost produit et qui accompagne les livraisons en vrac ;
- Annexe A.2 pour ce qui est de la fréquence des analyses qualités à effectuer définie selon la quantité de compost produit.

Article 5

La régularisation administrative visée à l'article 1er consiste à :

- limiter le stockage de bois à moins de 1 000 m³ jusqu'à sa prise en compte dans l'autorisation d'exploiter,
- déposer une demande de modification au titre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

Article 6 : délai

Les mises en conformité visées aux articles 2, 3 et 4 doivent être effectives **immédiatement** à compter de la notification du présent arrêté.

La régularisation administrative visée à l'article 5 s'effectue **sous 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Les justificatifs de l'actualisation des différents enregistrements, de la mise en place d'un cahier des charges complet et du marquage du compost sont transmis en préfecture **sous 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Le bilan pour l'année 2012, comprenant les quantités admises et les résultats d'analyses de qualité du compost réalisées, est transmis en préfecture **avant le 31 janvier 2013**.

Article 7 : sanctions

Faute pour l'exploitant d'obtempérer, les mesures prévues aux articles L 514-1 et L 514-2, livre V, titre I du code de l'environnement pourront être mises en œuvre.

Article 8 : Recours

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 9 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 : Notification

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, direction du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, direction départementale d'incendie et de secours, direction de l'agence de l'eau Seine Normandie, ainsi qu'à Monsieur le maire de TOURS-SUR-MARNE qui en donnera communication au conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le directeur de la société MALOISEAUX – 2 rue de la Neuville – 51370 SAINT-BRICE-COURCELLES.

Monsieur le maire de TOURS-SUR-MARNE procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Châlons en Champagne, le 20 JUL. 2012
Pour le préfet
le Sous-Préfet de Reims
Secrétaire Général par suppléance



Michel BERNARD